

LA BIBLIOTHÈQUE RUSSE ET SLAVE

— LITTÉRATURE RUSSE —

Vladimir Soloviev
(Соловьёв Владимир Сергеевич)
1853 – 1900

L'IDÉE RUSSE

1888

Paris, Perrin et C^{ie}, 1888.

TABLE

I	5
II	8
III	12
IV	16
V	19
VI	22
VII	27
VIII	30
IX	33
X	38

Le but de ces pages n'est pas de donner des détails sur l'état actuel de la Russie, comme si elle était un pays ignoré et méconnu en Occident.

Sans parler des nombreuses traductions qui ont familiarisé l'Europe avec les chefs-d'œuvre de notre littérature, on voit maintenant, surtout en France, des écrivains éminents renseigner le public européen sur la Russie, beaucoup mieux, peut-être, qu'un Russe ne saurait le faire. Pour ne citer que deux noms français, M. Anatole Leroy-Beaulieu a donné dans son excellent ouvrage, *l'Empire des Tsars*, un exposé très-véridique, très complet et très bien fait, de notre état politique, social et religieux, et M. le vicomte de Vogüe, dans une série d'écrits brillants sur la littérature russe, a traité son sujet, non seulement en connaisseur, mais en enthousiaste.

Grâce à ces écrivains, et à beaucoup d'autres encore, la partie éclairée du public européen doit avoir une connaissance suffisante de la Russie, sous les aspects multiples de son existence réelle. Mais, cette connaissance des choses russes laisse toujours ouverte une question d'un ordre différent, fort obscurcie par de puissants préjugés, et qui, en Russie même, n'a généralement reçu que des solutions dérisoires. Considérée par plusieurs comme oiseuse, et comme trop téméraire par d'autres, cette question est, en vérité, la plus importante entre toutes pour un Russe, et, en dehors de la Russie, elle ne saurait manquer d'intérêt

pour tout esprit sérieux. J'entends la question sur *la raison d'être de la Russie* dans l'histoire universelle.

Quand on voit cet empire immense se produire avec plus ou moins d'éclat, depuis deux siècles, sur la scène du monde, quand on le voit accepter, sur beaucoup de points secondaires, la civilisation européenne, et la rejeter obstinément sur d'autres plus importants, en gardant ainsi une originalité qui, pour être purement négative, n'en paraît pas moins imposante, — quand on voit ce grand *fait* historique, on se demande : Quelle est donc la *pensée* qu'il nous cache ou nous révèle ; quel est le principe *idéal* qui anime ce corps puissant ; quelle nouvelle *parole* ce peuple nouveau venu dira-t-il à l'humanité ; que veut-il faire dans l'histoire du monde ? Pour résoudre cette question, nous ne nous adresserons pas à l'opinion publique d'aujourd'hui, ce qui nous exposerait à être désabusés demain. Nous chercherons la réponse dans les vérités éternelles de la religion. Car *l'idée d'une nation n'est pas ce qu'elle pense d'elle-même dans le temps, mais ce que Dieu pense sur elle dans l'éternité.*

I

En acceptant l'unité essentielle et réelle du genre humain, — et il faut bien l'accepter, puisque c'est une vérité religieuse justifiée par la philosophie rationnelle et confirmée par la science exacte, — en acceptant cette unité substantielle, nous devons considérer l'humanité entière comme un grand être collectif ou un organisme social dont les différentes nations représentent les membres vivants. Il est évident, à ce point de vue, qu'aucun peuple ne saurait vivre en soi, par soi et pour soi, mais que la vie de chacun n'est qu'une participation déterminée à la vie générale de l'humanité. La fonction organique qu'une nation doit remplir dans cette vie universelle, — voilà sa vraie idée nationale, éternellement fixée dans le plan de Dieu.

Mais, s'il est vrai que l'humanité est un grand organisme, il faut bien se rappeler que ce n'est pas là un organisme purement physique, mais que les membres et les éléments dont il se compose — les nations et les individus — sont des êtres moraux. Or, la condition essentielle d'un être moral, c'est que la fonction particulière qu'il est appelé à remplir dans la vie universelle, l'idée qui détermine son existence dans la pensée de Dieu, ne s'impose jamais comme une nécessité matérielle, mais seulement comme une obligation morale. La pensée de Dieu, qui est une fatalité absolue pour les choses, n'est qu'un devoir pour l'être moral. Mais, s'il est évident qu'un devoir

peut être rempli ou non, peut être rempli bien ou mal, peut être accepté ou rejeté, on ne saurait admettre, d'un autre côté, que cette liberté puisse changer le plan providentiel, ou enlever son efficacité à la loi morale. L'action morale de Dieu ne peut pas être moins puissante que son action physique. Il faut donc reconnaître que, dans le monde moral, il y a aussi une fatalité, mais une fatalité indirecte et conditionnée. La vocation ou l'idée propre que la pensée de Dieu assigne à chaque être moral — individu ou nation — et qui se révèle à la conscience de cet être comme son devoir suprême, — cette idée agit, dans tous les cas, comme une puissance réelle, elle détermine, *dans tous les cas*, l'existence de l'être moral, — mais elle le fait de deux manières opposées : elle se manifeste comme loi de la vie, quand le devoir est rempli, et comme loi de la mort, quand il ne l'est pas. L'être moral ne peut jamais se soustraire à l'idée divine, qui est sa raison d'être, mais il dépend de lui-même de la porter dans son cœur et dans ses destinées comme une bénédiction ou comme une malédiction.

Ce que je viens de dire est ou devrait être un lieu commun pour tout — je ne dirai pas chrétien — mais pour tout monothéiste. Et en effet, on ne trouve rien à redire à ces pensées quand elles sont présentées d'une manière générale, c'est contre leur application à la question nationale qu'on proteste. Le lieu commun se transforme alors tout d'un coup en une rêverie mystique, et l'axiome devient une fantaisie subjective. « Qui a jamais su la pensée de Dieu sur une nation, qui peut parler de devoir à un peuple ? Affirmer sa puissance, poursuivre son intérêt national, voici tout ce qu'un peuple doit faire, et le devoir

d'un patriote se réduit à soutenir et à servir son pays dans cette politique nationale sans lui imposer ses idées subjectives. Et pour savoir les vrais intérêts d'une nation et sa mission historique réelle, il n'y a qu'un seul moyen sûr, c'est de demander au peuple lui-même ce qu'il en pense, c'est de consulter l'opinion publique. » Il y a cependant quelque chose d'étrange dans ce jugement en apparence si sensé.

Ce moyen empirique pour apprendre la vérité est absolument impraticable là où l'opinion nationale est partagée, ce qui est presque toujours le cas. Quelle est la vraie opinion publique de la France : celle des catholiques, ou bien celle des francs-maçons ? Et puisque je suis Russe, à laquelle des opinions nationales dois-je sacrifier mes idées subjectives : à celle de la Russie officielle et officielle, *la Russie d'aujourd'hui* ; ou bien à celle que professent plusieurs millions de nos vieux croyants, ces vrais représentants de la Russie traditionnelle, de *la Russie du passé* pour qui notre Église et notre État actuel sont l'empire de l'Antechrist ; ou bien encore serait-ce aux nihilistes qu'il faudrait nous adresser, eux qui représentent peut-être *l'avenir de la Russie* ?

II

Je n'ai pas à insister sur ces difficultés, puisque l'histoire fournit à l'appui de ma thèse une preuve directe et connue de tout le monde. S'il y a une vérité acquise pour la philosophie de l'histoire, c'est celle-ci : que la vocation définitive du peuple juif, sa vraie raison d'être est essentiellement attachée à l'idée messianique, c'est-à-dire à l'idée chrétienne. Il ne paraît pas cependant que l'opinion publique, le sentiment national des juifs, ait été très favorable au christianisme. Je ne veux pas adresser des reproches vulgaires à ce peuple unique et mystérieux, qui est après tout le peuple des prophètes et des apôtres, le peuple de Jésus-Christ et de la sainte Vierge. Ce peuple vit encore et la parole du Nouveau-Testament lui promet une régénération complète : « Tout l'Israël sera sauvé » (Rom., XI, 26). Et — je tiens à le dire quoique je ne puisse pas prouver ici cette assertion¹ — « l'endurcissement » des juifs n'est pas la seule cause de leur position hostile à l'égard du christianisme. En Russie surtout, où l'on n'a jamais essayé d'appliquer aux juifs les principes du Christianisme, oserons-nous leur demander d'être plus chrétiens que nous-mêmes ? J'ai voulu seulement rappeler ce fait historique remarquable que le peuple appelé à donner au monde le Christianisme n'a accompli cette mission que malgré lui-même, qu'il

¹ J'ai tâché de le faire dans deux études sur la question juive, dont l'une a été analysée dans la *Revue française*, sept. et oct. 1886.

persiste dans sa grande majorité et durant dix-huit siècles à rejeter l'idée divine qu'il a portée dans son sein et qui a été sa vraie raison d'être. Il n'est donc plus permis de dire que l'opinion publique d'une nation a toujours raison et qu'un peuple ne peut jamais méconnaître ou repousser sa vraie vocation.

Mais peut-être ce fait historique que j'invoque n'est-il lui-même qu'un préjugé religieux, et le lien fatal que l'on suppose entre les destinées du peuple d'Israël et le Christianisme n'est qu'une fantaisie subjective ? Je puis cependant produire une preuve extrêmement simple qui met en évidence le caractère réel et objectif du fait en question.

Si l'on prend notre Bible chrétienne, le recueil de livres qui commence par la Genèse et finit par l'Apocalypse, et si on l'examine en dehors de toute conviction religieuse, comme un simple monument historique et littéraire, on est forcé d'avouer que c'est là une œuvre complète et harmonieuse : la création du ciel et de la terre et la chute de l'humanité dans le premier Adam — au commencement, la restauration de l'humanité dans le second Adam ou le Christ, — au centre, et à la fin, l'apothéose apocalyptique, la création du nouveau ciel et de la nouvelle terre où demeure la justice, la révélation du monde transfiguré et glorifié, la nouvelle Jérusalem descendant des deux, le tabernacle où Dieu habite avec les hommes. (Apoc. XXI.) La fin de l'œuvre se rattache ici au commencement, la création du monde physique et l'histoire de l'humanité sont expliquées et justifiées par la révélation du monde spirituel qui est l'union parfaite de l'humanité avec Dieu. L'œuvre a abouti, le cercle est fermé, et même du point de vue purement esthétique on

est satisfait. Voyons maintenant comment finit la Bible des Hébreux. Le dernier livre de cette Bible, c'est *Dibré-ha-iamim*, les Chroniques, et voici la conclusion du dernier chapitre : « Koresh, roi de Perse, dit ainsi : « Tous les royaumes de la terre m'ont été donnés par Iahvé, Dieu des cieux ; et il m'ordonna de lui bâtir une maison à Jérusalem qui est dans la Judée. Qui de vous est ici de tout son peuple ? Que Iahvé, son Dieu, soit avec lui et qu'il s'en aille ! » Entre cette conclusion et celle de la Bible chrétienne ; entre les paroles du Christ glorifié : « Je suis l'Alpha et l'Oméga, le commencement et la fin ; je donne à qui a soif de la source de l'eau vivante gratis ; qui est vainqueur héritera de tout, et je serai son Dieu et il sera un fils pour moi, » entre ces paroles et celles du roi de Perse ; entre cette maison qu'il faut bâtir dans la Jérusalem de la Judée et l'habitation de Dieu avec les hommes dans la nouvelle Jérusalem descendant des cieux, le contraste est vraiment frappant. Au point de vue des Juifs qui rejettent le grand dénoûment universel de leur histoire nationale révélé dans le Nouveau-Testament, il faudrait admettre que la création du ciel et de la terre, la vocation des patriarches, la mission de Moïse, les miracles de l'Exode, la révélation du Sinäi, les exploits et les hymnes de David, la sagesse de Salomon, l'inspiration des prophètes, — que toutes ces merveilles et toutes ces saintes gloires n'ont abouti en dernier lieu qu'à un manifeste d'un roi païen ordonnant à une poignée de Juifs de bâtir le second temple de Jérusalem, ce temple dont la pauvreté comparée à la splendeur du premier a fait pleurer les vieux de Juda et qui dans la suite n'a été agrandi et embelli par l'Iduméen Hérode que pour être définitive-

ment détruit par les soldats de Titus. Ce n'est donc pas le préjugé subjectif d'un chrétien, c'est le monument de la pensée nationale des Hébreux eux-mêmes qui démontre manifestement qu'en dehors du Christianisme l'œuvre historique d'Israël a échoué, et que par conséquent un peuple peut bien quelquefois manquer sa vocation.

III

Je ne me suis pas écarté de mon sujet en parlant de la Bible des Juifs. Car il y a quelque chose dans cette Bible tronquée, dans ce contraste d'un commencement grandiose et d'une fin mesquine, il y a quelque chose qui me rappelle les destinées de la Russie si on les envisage au point de vue exclusivement nationaliste qui domine chez nous aujourd'hui et qui unit dans un accord tacite les Caïphes et les Hérodes de notre bureaucratie aux zélotes du panslavisme militant.

Vraiment quand je pense aux rayons prophétiques d'un grand avenir qui illuminèrent les débuts de notre histoire, quand je me rappelle l'acte noble et sage d'abdication nationale qui, il y a plus de mille ans, créa l'État russe, lorsque nos ancêtres voyant l'insuffisance des éléments indigènes pour organiser l'ordre social appelèrent de bon gré et de propos délibéré le pouvoir étranger des princes Scandinaves en leur disant la phrase mémorable : « Notre pays est grand et fertile, mais il n'y a pas d'ordre en lui, venez dominer et régner chez nous ; » et après l'établissement si original de l'ordre matériel, l'introduction non moins remarquable du christianisme, et la figure splendide de saint Vladimir, serviteur fervent et fanatique des idoles, qui, après avoir senti l'insuffisance du paganisme et le besoin intérieur de la vraie religion, réfléchit et délibéra longtemps avant de l'accepter, mais une fois devenu chrétien voulut l'être

pour tout de bon et non seulement s'adonna aux œuvres de charité en soignant les pauvres et les malades, mais se montra plus pénétré de l'écrit évangélique que les évêques grecs qui le baptisèrent ; car ces évêques ne réussirent qu'à force d'arguments spécieux à persuader ce prince, naguère si sanguinaire, à infliger la peine capitale aux brigands et aux assassins : « J'ai peur du péché, » disait-il à ses pères spirituels. Et puis, quand à ce « beau soleil », — c'est ainsi que la poésie populaire surnomma notre premier prince chrétien, — quand à ce beau soleil qui illumina les débuts de notre histoire succédèrent des siècles de ténèbres et de troubles ; quand après une longue suite de calamités, refoulé dans les froides forêts du Nord-Est, abruti par l'esclavage et la nécessité d'un rude travail sur un sol ingrat, séparé du monde civilisé, à peine accessible même aux ambassadeurs du chef de la chrétienté², le peuple russe tomba dans un état de barbarie grossière relevée par un orgueil national stupide et ignorant ; quant, oubliant le vrai christianisme de saint Vladimir, la piété moscovite s'acharna à des disputes absurdes sur des détails rituels et quand des milliers d'hommes étaient envoyés au bûcher pour avoir trop tenu à des erreurs typographiques dans des vieux livres d'église, soudainement de ce chaos de barbarie et de misères surgit la figure colossale et unique de Pierre le Grand. Rejetant le nationalisme aveugle de la Moscovie, pénétré d'un patriotisme éclairé qui voit les vrais besoins de son pays, il ne s'arrête devant rien pour imposer à la Russie la civilisation qu'elle méprisait mais qui lui était nécessaire ; il

² V. l'étude intéressante du P. Perling, *Rome et Moscou*, 1547-1579.

n'appelle pas seulement cette civilisation étrangère comme un protecteur puissant, mais il va lui-même la trouver chez elle en humble serviteur et en apprenti diligent ; et malgré les grands défauts de son caractère privé il offre jusqu'à la fin un admirable exemple de dévouement au devoir et de vertu civique. Eh bien ! en se rappelant tout cela on se dit : elle doit donc être bien grande et bien belle l'œuvre nationale définitive qui a eu de tels précurseurs, il doit viser bien haut, s'il ne veut pas descendre, le pays qui dans son état barbare a été représenté par saint Vladimir et par Pierre le Grand. Mais les vraies grandeurs de la Russie sont une lettre morte pour nos prétendus patriotes qui veulent imposer au peuple russe une mission historique à leur façon et à leur portée. Notre œuvre nationale serait, à les entendre, tout ce qu'il y a au monde de plus simple, elle ne tiendrait qu'à une seule force, la force des armes. Donner le coup de grâce à l'empire Ottoman qui expire, et puis détruire la monarchie des Habsburgs, et à la place de ces deux puissances mettre un tas de petits royaumes nationaux indépendants qui n'attendent que cette heure solennelle de leur émancipation définitive pour se ruer les uns sur les autres. Cela valait bien la peine pour la Russie de souffrir et de lutter pendant mille ans, de devenir chrétienne avec saint Vladimir et européenne avec Pierre le Grand en maintenant toujours une place à part entre l'Orient et l'Occident, tout cela pour devenir définitivement un instrument de la « grande idée » serbe et de la « grande idée » bulgare !

Mais, nous dira-t-on, il ne s'agit pas de cela, le vrai but de notre politique nationale, c'est Constantinople. À ce qu'il paraît, on ne compte plus avec les Grecs qui ont ce-

pendant, eux aussi, une « grande idée » panhellénique. Mais le plus important est de savoir : avec quoi, au nom de quoi pouvons-nous entrer à Constantinople ? Que pouvons-nous y apporter sinon l'idée païenne de l'État absolu, les principes du césaro-papisme que nous avons emprunté aux Grecs et qui ont déjà perdu le Bas-Empire ? Il y a dans l'histoire universelle des événements mystérieux, mais il n'y en a pas d'absurdes. Non ! ce n'est pas la Russie que nous voyons, la Russie infidèle à ses meilleurs souvenirs, aux leçons de Vladimir et de Pierre le Grand, la Russie possédée par un nationalisme aveugle et un obscurantisme effréné, ce n'est pas elle qui pourra jamais s'emparer de la seconde Rome et terminer la fatale question d'Orient. Si, par notre faute, cette question ne peut pas être résolue à notre plus grande gloire, elle le sera à notre plus grande humiliation. Si la Russie persiste dans la voie de l'obscurantisme oppressif où elle vient de rentrer, elle sera remplacée en Orient par une autre force nationale beaucoup moins douée, mais aussi beaucoup plus consistante dans son infériorité. Les Bulgares, nos protégés bien-aimés d'hier, nos révoltés tellement méprisés aujourd'hui, seront demain nos rivaux triomphants et maîtres de la vieille Byzance.

IV

Il ne faut pas du reste exagérer ces appréhensions pessimistes. La Russie n'a pas encore abdiqué sa raison d'être, elle n'a pas renié la foi et l'amour de sa première jeunesse. Elle est encore libre de renoncer à cette politique d'égoïsme et d'abrutissement national qui ferait nécessairement avorter notre mission historique. Le produit falsifié qu'on appelle opinion publique, fabriqué et vendu à bon marché par une presse opportuniste, n'a pas encore étouffé chez nous la conscience nationale qui saura trouver une expression plus authentique de la véritable idée russe. Il ne faut pas aller loin pour cela : elle est là tout près, la vraie idée russe, attestée par le caractère religieux du peuple, préfigurée et indiquée par les événements les plus importants et par les plus grands personnages de notre histoire. Et si cela ne suffit pas, il y a un témoignage encore plus grand et plus sûr — la parole révélée de Dieu. Non que cette parole ait jamais rien dit sur la Russie : c'est son silence, au contraire, qui nous montre la vraie voie. Si le seul peuple dont la Providence divine s'est occupée spécialement est le peuple d'Israël, si la raison d'être de ce peuple unique n'était pas en lui-même, mais dans la révélation chrétienne qu'il a préparée, et si enfin dans le Nouveau-Testament il n'est plus question d'aucune nationalité en particulier, et même il est expressément déclaré qu'aucun antagonisme national ne doit plus subsister, ne faut-il pas en conclure que dans la pen-

sée primordiale de Dieu les nations n'existent pas en dehors de leur unité organique et vivante, — en dehors de l'humanité ? Et si cela est ainsi pour Dieu, cela doit être ainsi pour les nations elles-mêmes, en tant qu'elles veulent réaliser leur idée véritable qui n'est autre chose que leur manière d'être, dans la pensée éternelle de Dieu.

La raison d'être des nations ne se trouve pas en elles-mêmes, mais dans l'humanité. Mais où est-elle cette humanité ? N'est-elle pas un être de raison privé de toute existence réelle ? Autant vaudrait-il dire que le bras et la jambe existent réellement et que l'homme entier n'est qu'un être de raison. Du reste tous les zoologistes connaissent des animaux (appartenant pour la plupart à la classe inférieure des *actinozoa* : méduses, polypes, etc.), qui ne sont au fond que des organes très différenciés et menant une vie isolée, de sorte que l'animal complet n'existe qu'en idée. Telle était aussi la manière d'être du genre humain avant le Christianisme, quand il n'y avait en réalité que des *disjecta membra* de l'homme universel, des tribus et des nations séparées ou partiellement réunies par la force extérieure, quand la vraie unité essentielle de l'humanité n'était qu'une promesse, qu'une idée prophétique. Mais cette idée *prit corps* au moment où le centre absolu de tous les êtres fut révélé en Christ. Désormais la grande unité humaine, le corps universel de l'Homme-Dieu, existe réellement sur la terre. Il n'est pas parfait, mais il existe ; il n'est pas parfait, mais il s'avance vers la perfection, il s'accroît et s'étend à l'extérieur, et se développe intérieurement. L'humanité n'est plus un être de raison, sa forme substantielle se réalise dans la chrétienté, dans l'Église universelle.

Participer à la vie de l'Église universelle, au développement de la grande civilisation chrétienne, y participer selon ses forces et ses capacités particulières, voilà donc le seul but véritable, la seule vraie mission de chaque peuple. C'est une vérité évidente et élémentaire que l'idée d'un organe particulier ne peut pas l'isoler et le mettre en antagonisme avec les autres organes, mais qu'elle est la raison de son unité et de sa solidarité avec toutes les parties du corps vivant. Et, du point de vue chrétien, on ne saurait contester l'application de cette vérité tout à fait élémentaire à l'humanité entière qui est le corps vivant du Christ. C'est pour cela que le Christ lui-même, tout en reconnaissant, dans sa première parole aux Apôtres, l'existence et la vocation de *toutes les nations* (Év. Math., XXVIII, 19), ne s'est pas adressé et n'a pas adressé ses disciples à aucune nation en particulier : c'est que pour Lui elles n'existaient que dans leur union organique et morale comme membres vivants d'un seul corps spirituel et réel. Ainsi la vérité chrétienne affirme l'existence permanente des *nations* et les droits de la *nationalité*, tout en condamnant *le nationalisme* qui est, pour un peuple, ce que l'égoïsme est pour l'individu : le mauvais principe qui tend à isoler l'être particulier en transformant la différence en division et la division en antagonisme.

V

Le peuple russe est un peuple chrétien, et par conséquent pour connaître la vraie idée russe il ne faut pas se demander ce que la Russie fera par soi et pour soi, mais ce qu'elle *doit faire* au nom du principe chrétien qu'elle reconnaît et pour le bien de la chrétienté universelle à laquelle elle est censée appartenir. Elle doit, pour remplir vraiment sa mission, entrer de cœur et d'âme dans la vie commune du monde chrétien et employer toutes ses forces nationales à réaliser, d'accord avec les autres peuples, cette unité parfaite et universelle du genre humain, dont la base immuable nous est donnée dans l'Église du Christ. Mais l'esprit de l'égoïsme national ne se laisse pas sacrifier aussi facilement. Il a trouvé chez nous un moyen de s'affirmer sans renier ouvertement le caractère religieux inhérent à la nationalité russe. Non seulement on admet que le peuple russe est un peuple chrétien, mais on proclame avec emphase qu'il est le peuple chrétien par excellence et que l'Église est la vraie base de notre vie nationale ; mais ce n'est que pour prétendre que *l'Église est seulement chez nous*, que nous avons le monopole de la foi et de la vie chrétienne. De cette manière, l'Église qui est en vérité la roche inébranlable de l'unité et de la solidarité universelles devient pour la Russie le palladium d'un particularisme national étroit, et souvent même l'instrument passif d'une politique égoïste et haineuse.

Notre religion, en tant qu'elle se manifeste dans la foi du peuple et dans le culte divin, est parfaitement orthodoxe. L'Église russe en tant qu'elle conserve la vérité de la foi, la perpétuité de la succession apostolique et la validité des sacrements participe quant à l'essence à l'unité de l'Église universelle, fondée par le Christ. Et si malheureusement cette unité n'existe chez nous que dans un état latent et ne parvient pas à une actualité vivante, c'est que des chaînes séculaires tiennent le corps de notre Église attaché à un cadavre immonde, qui l'étouffe en se décomposant.

L'institution officielle qui est représentée par notre gouvernement ecclésiastique et par notre école théologique, et qui maintient à tout prix son caractère particulariste et exclusif, n'est pas certes une partie vivante de la vraie Église universelle fondée par le Christ. Pour dire ce qu'elle est en réalité nous laissons la parole à un auteur, dont le témoignage a dans cette occasion une valeur exceptionnelle. L'un des chefs les plus éminents du « parti russe », ardent patriote et orthodoxe zélé, en sa qualité de slavophile ennemi déclaré de l'Occident en général et de l'Église de Rome en particulier, ayant la papauté en horreur et la compagnie de Jésus en abomination, J. S. Aksakov, ne pourrait pas être soupçonné d'avoir eu des idées préconçues défavorables à notre Église nationale comme telle. D'un autre côté, quoique partageant les préjugés et les erreurs de son parti, Aksakov était au-dessus des panslavistes vulgaires non seulement par son talent, mais aussi par sa bonne foi, par la sincérité de sa pensée et la franchise de sa parole. Longtemps persécuté par l'administration, condamné enfin au mutisme pen-

dant douze ans, ce n'est que dans les dernières années de sa vie qu'il obtint comme privilège personnel et toujours précaire la liberté relative de publier ce qu'il pensait.

VI

Écoutons donc ce témoin loyal et bien autorisé. Il appuyait son jugement sur une longue série de faits incontestables que nous devons omettre ici ; sa parole seule nous suffira.

Notre Église du côté de son gouvernement apparaît comme une espèce de bureau ou de chancellerie colossale qui applique à l'office de paître le troupeau du Christ tous les procédés du bureaucratisme allemand avec toute la fausseté officielle qui leur est inhérente³. Le gouvernement ecclésiastique étant organisé comme un département de l'administration laïque, et les ministres de l'Église étant mis au nombre des serviteurs de l'État, l'Église elle-même se transforme bientôt en une fonction du pouvoir séculier ou tout simplement elle entre au service de l'État. En apparence on n'a fait qu'introduire l'ordre nécessaire dans l'Église, c'est son âme qu'on lui a enlevée. À l'idéal d'un gouvernement vraiment spirituel on substitua celui d'un ordre purement formel et extérieur. Il ne s'agit pas seulement du pouvoir séculier, mais surtout des *idées séculières* qui entrèrent dans notre milieu ecclésiastique et s'emparèrent à un tel point de l'âme et de l'esprit de notre clergé que la mission de l'Église dans son sens véritable et vivant leur est devenu à peine compréhensible⁴. Nous avons des ecclésiastiques « éclairés » qui prétendent que notre vie religieuse n'est pas assez réglementée par l'État, et ils demandent à celui-ci un nouveau code de lois et de règles pour l'Église. Et cependant dans le code actuel de l'Empire on trouve plus de mille articles déterminant la tutelle de l'État sur l'Église et précisant les fonctions de la police dans le domaine de la foi et de la piété.

³ *Œuvres complètes d'Ivan Aksakov*, tome IV, p. 124.

⁴ *Ibid.*, pp. 125, 126.

Le gouvernement séculier est déclaré par notre code « le conservateur des dogmes de la foi dominante et le gardien du bon ordre dans la sainte Église ». Nous voyons ce gardien, le glaive levé, prêt à sévir contre toute infraction à cette orthodoxie établie moins avec l'assistance du Saint-Esprit qu'avec celle des lois pénales de l'Empire russe⁵ « *Là, où il n'y a pas d'unité vivante et intérieure, l'intégrité extérieure ne peut être soutenue que par la violence et la fraude*⁶.

À propos de la persécution cruelle suscitée par le gouvernement ecclésiastique et civil contre une secte de protestants indigènes (les stundistes) dans la Russie méridionale, Aksakov donne une expression vivante à sa juste indignation :

Supprimer par la prison la soif spirituelle *quand on n'a rien pour la satisfaire* ; répondre par la prison au besoin sincère de la foi, aux questions de la pensée religieuse qui s'éveille ; prouver par la prison la vérité de l'orthodoxie, c'est saper par la base toute notre religion et rendre les armes au protestantisme victorieux⁷.

Et cependant il se trouve que les lois pénales, avec leur « prison » qui a tellement indigné notre patriote, sont absolument indispensables pour conserver « l'Église dominante ». Les défenseurs les plus sincères et les plus raisonnables de cette Église (par exemple l'historien Pogodine, cité avec beaucoup d'autres par notre auteur) avouent franchement que la liberté religieuse une fois admise en Russie la moitié des paysans orthodoxes passeront au *raskol* (schisme des vieux-croyants très nom-

⁵ *Ibid.*, p. 84.

⁶ *Ibid.*, p. 100.

⁷ *Ibid.*, p. 72.

breux déjà malgré toutes les persécutions) et la moitié des gens du monde deviendra catholique.

Que veut dire un aveu semblable ? demande Aksakov : que la moitié des membres de l'Église orthodoxe n'y appartient qu'en apparence, que ces hommes ne sont retenus dans son sein que par la crainte des peines temporelles. Tel est donc l'état actuel de notre Église ! État indigne, affligeant et affreux ! Quelle surabondance de sacrilèges dans l'enceinte sacrée, de l'hypocrisie qui remplace la vérité, de la terreur au lieu de l'amour, de la corruption sous l'apparence d'un ordre extérieur, de la mauvaise foi dans la défense violente de la vraie foi, quelle négation, dans l'Église même, des principes vitaux de l'Église, de toute sa raison d'être, le mensonge et l'incrédulité là, où tout doit être, vivre et se mouvoir par la vérité et la foi... Cependant le danger le plus grave ce n'est pas que le mal a pénétré dans le milieu des croyants, c'est qu'il y a reçu *droit de cité*, que cette position de l'Église est créée par la loi, qu'une anomalie semblable n'est qu'une conséquence nécessaire de la régie acceptée par l'État et par notre société elle-même⁸.

En général, chez nous en Russie, dans les choses de l'Église, comme dans les autres, c'est l'apparence, le *decorum* qu'on tient surtout à garder, et cela suffit à notre amour pour l'Église, à notre amour paresseux, à notre foi fainéante. Nous fermons volontiers les yeux et, dans notre crainte puérile du scandale, nous nous efforçons de cacher à nos propres regard, ainsi qu'à ceux du monde entier le grand mal qui sous un voile convenable dévore comme un cancer la substance vitale de notre organisme religieux⁹.

Nulle part ailleurs on n'a la vérité tellement en horreur que dans le domaine de notre gouvernement ecclésiastique, nulle part ailleurs la servilité n'est plus grande que dans notre hiérarchie spirituelle, nulle part « le mensonge salutaire » n'est appliqué sur une échelle plus large que là où tout mensonge devrait être abhorré. Nulle part ailleurs on n'admet, sous le prétexte de la prudence, autant de compromis qui rabaissent la dignité de l'Église et lui enlè-

⁸ *Ibid.*, p. 91.

⁹ *Ibid.*, p. 42.

vent son autorité. Et la cause principale de tout cela, c'est qu'on n'a pas une foi suffisante dans la puissance de la vérité¹⁰.

Tous ces maux de notre Église, — et c'est là le point le plus important, — nous les avons sus et nous les savons, nous nous sommes arrangés avec eux et nous vivons en paix. Mais cette paix honteuse, ces compromis déshonorants ne peuvent pas sauvegarder la paix de l'Église, et dans la cause de la vérité ils signifient une défaite sinon une trahison¹¹.

S'il faut en croire ses défenseurs, notre Église est un troupeau grand mais infidèle, dont le pasteur est la police qui par force, à coup de fouet, fait entrer dans le bercail les brebis égarées. Une image semblable répond-elle à la vraie idée de l'Église du Christ ? Et si non, notre Église n'est plus l'Église du Christ, et alors qu'est-elle donc ? Une institution d'État qui peut être utile aux intérêts, de l'État, à la discipline des mœurs. Mais l'Église, il ne faut pas l'oublier, est un domaine où aucune altération de la base morale ne peut être admise, où aucune infidélité au principe vivifiant ne peut rester impunie, où, si l'on ment, on ne ment pas aux hommes mais à Dieu. Une Église infidèle au testament du Christ est du monde entier le phénomène le plus stérile et le plus anormal condamné d'avance par la parole de Dieu¹².

Une Église qui fait partie d'un État, d'un « royaume de ce monde », a abdiqué sa mission et devra partager la destinée de tous les royaumes de ce monde¹³. Elle n'a plus en elle-même aucune raison d'être, elle se condamne à la débilité et à la mort¹⁴.

La conscience russe n'est pas libre en Russie, et la pensée religieuse reste inerte, l'abomination de la désolation s'établit au lieu saint, le souffle de la mort remplace l'esprit vivifiant ; le glaive spirituel — la parole — se couvre de rouille, supplanté par le glaive matériel de l'État, et près de l'enceinte de l'Église, au lieu des anges de

¹⁰ *Ibid.*, p. 32.

¹¹ *Ibid.*, p. 43.

¹² *Ibid.*, p. 91, 92.

¹³ *Ibid.*, p. 111.

¹⁴ *Ibid.*, p. 93.

Dieu, gardant ses entrées et ses issues, on voit des gendarmes et des inspecteurs de police — ces gardiens des dogmes orthodoxes, ces directeurs de notre conscience¹⁵.

Et voici enfin la dernière conclusion de cet examen rigoureux :

L'esprit de vérité, l'esprit de charité, l'esprit de vie, l'esprit de liberté — c'est son souffle salutaire qui fait défaut à l'Église russe¹⁶.

¹⁵ *Ibid.*, p. 83, 84.

¹⁶ *Ibid.*, p. 127.

VII

Une institution que l'Esprit de la vérité a abandonnée ne peut pas être l'Église véritable de Dieu. Pour le reconnaître il ne faut pas abdiquer la religion de nos pères, il ne faut pas renoncer à la piété du peuple orthodoxe, à ses traditions sacrées, à toutes les choses saintes qu'il vénère. Il est évident au contraire que la seule chose que nous devons sacrifier à la vérité, c'est l'établissement pseudo-ecclésiastique si bien caractérisé par l'écrivain orthodoxe, — cet établissement qui a pour base la servilité et l'intérêt matériel et pour moyens d'action la fraude et la violence.

Le système du matérialisme gouvernemental qui reposait exclusivement sur la force brutale des armes et ne comptait pour rien la puissance morale de la pensée et de la parole libre — ce système matérialiste nous a amenés une fois aux désastres de Sébastopol. La conscience du peuple russe fidèlement représenté par son souverain parla à haute voix. La Russie fit pénitence et se releva par un acte de justice, l'émancipation des serfs. Cet acte qui fut la gloire d'un grand règne n'est cependant qu'un commencement. L'œuvre de l'émancipation sociale ne peut pas se borner à l'ordre matériel. Le corps de la Russie est libre, mais l'esprit national attend encore son 19 février. Ce n'est pas pourtant avec le corps seul, ce n'est pas par un travail purement matériel que la Russie pourra accomplir sa mission historique et manifester son idée nationale vraie. Et comment pourrait-elle se manifester,

la pauvre idée russe, enfermée dans une prison étroite, privée d'air et de lumière et gardée par des eunuques méchants et jaloux ?

Ce n'est pas en reculant vers le règne de Nicolas Ier et en imitant les grandes erreurs de ce grand souverain qu'on pourrait réparer les défauts essentiels dans l'œuvre incomplète d'Alexandre II. On ne doit pas tenter la Providence en oubliant trop vite les leçons historiques qu'elle nous a données. Il est permis d'espérer que le sentiment religieux, la bonne volonté et la raison droite, qui distinguent l'empereur actuel, sauront le défendre contre des conseillers mal inspirés qui voudraient lui imposer la politique néfaste, jugée et condamnée à Sébastopol.

L'émancipation religieuse et intellectuelle de la Russie est un acte qui s'impose aujourd'hui à notre gouvernement avec autant de nécessité que l'émancipation des serfs s'imposait il y a trente ans au gouvernement d'Alexandre II. Le servage lui aussi était autrefois utile et nécessaire. De même la tutelle officielle imposée à l'esprit national de la Russie pouvait être bienfaisante quand cet esprit était dans son enfance ; elle ne peut que le suffoquer aujourd'hui. Il est inutile de répéter sans cesse, que notre organisme national est plein de santé et de vigueur, comme s'il fallait précisément être faible et malade pour pouvoir être étouffé. Quelles que soient les qualités intrinsèques du peuple russe, elles ne peuvent pas agir d'une manière normale tant que sa conscience et sa pensée restent paralysées par un régime de violence et d'obscurantisme. Il s'agit avant tout de donner libre accès à l'air pur et à la lumière, d'enlever les barrières artificielles qui retiennent l'esprit religieux de notre nation

dans l'isolement et l'inertie, il s'agit de lui ouvrir le chemin droit vers la vérité complète et vivante.

Mais on a peur de la vérité parce que la vérité est catholique, c'est-à-dire universelle. On veut à tout prix avoir une religion à part, une foi russe, une Église impériale. On n'y tient pas pour elle-même, mais on veut la garder comme attribut et comme sanction du nationalisme exclusif. Mais ceux qui ne veulent pas sacrifier leur égoïsme national à la vérité universelle ne peuvent pas être et ne doivent pas s'appeler chrétiens.

On se prépare chez nous à fêter solennellement le neuvième centenaire du Christianisme en Russie. Mais il paraît que ce sera là une fête prématurée. À entendre certains patriotes, le baptême de saint Vladimir, si efficace pour le prince lui-même, n'a été pour sa nation qu'un baptême d'eau, et il nous faudrait être baptisés une seconde fois par l'esprit de la vérité et le feu de la charité. Et vraiment ce second baptême est absolument nécessaire, sinon pour la Russie entière, du moins pour la partie de notre société qui agit et qui parle aujourd'hui. Pour devenir chrétienne elle doit renoncer à une nouvelle idolâtrie moins grossière mais non moins absurde et beaucoup plus pernicieuse que l'idolâtrie de nos ancêtres païens, rejetée par saint Vladimir. J'entends cette nouvelle idolâtrie, cette folie épidémique du nationalisme qui pousse les peuples à adorer leur propre image au lieu de la Divinité suprême et universelle.

VIII

Pour maintenir et pour manifester le caractère chrétien de la Russie, il nous faut abdiquer définitivement la fausse divinité de ce siècle, et sacrifier au vrai Dieu notre égoïsme national. La Providence nous a mis dans une condition particulière qui doit rendre ce sacrifice plus complet et plus efficace. Il y a une loi morale élémentaire qui s'impose également aux individus et aux nations, et qui est exprimée dans cette parole de l'Évangile, qui nous commande, avant de sacrifier à l'autel, de faire la paix avec le frère qui a quelque chose contre nous. Le peuple russe a un frère qui a des griefs profonds contre lui, et il nous faut faire la paix avec ce peuple frère et ennemi, pour commencer le sacrifice de notre égoïsme national sur l'autel de l'Église universelle.

Ce n'est pas là une affaire de sentiment, quoique le sentiment aussi devrait avoir sa place dans tous rapports humains. Mais entre une politique sentimentale et une politique d'égoïsme et de violence, il y a un moyen terme : la politique de l'obligation morale ou de la justice. Je ne veux pas examiner ici les prétentions des Polonais à la restauration de leur ancien royaume, ni les objections que les Russes leur peuvent opposer à bon droit. Il ne s'agit pas de plans problématiques à réaliser, mais d'une iniquité manifeste et incontestable à laquelle il nous faut renoncer dans tous les cas. J'entends le système odieux de russification, qui n'a plus affaire à

l'autonomie politique, mais qui s'attaque à l'existence nationale, à l'âme même du peuple polonais. Russifier la Pologne, cela veut dire tuer une nation qui a une conscience très développée de soi-même, qui a eu une histoire glorieuse et nous a devancé dans sa culture intellectuelle, et qui, aujourd'hui encore, ne nous cède pas en activité scientifique et littéraire. Et quoique dans ces conditions le but définitif de nos russificateurs soit heureusement impossible à atteindre, tout ce qu'on entreprend pour y parvenir n'en est pas moins criminel et malfaisant. Cette russification tyrannique intimement liée à la destruction, plus tyrannique encore, de l'Église grecque-unie, est un vrai péché national, qui pèse sur la conscience de la Russie et paralyse ses forces morales.

On a vu de grandes nations triompher pendant longtemps dans une cause injuste. Mais il paraît que la Providence, par une sollicitude particulière pour le salut de notre âme nationale, s'empresse à nous montrer, avec une évidence parfaite, que la force, même victorieuse, n'est bonne à rien, quand elle n'est pas dirigée par une conscience pure. Notre péché historique a enlevé à notre dernière guerre ses résultats pratiques en même temps que sa valeur morale ; il poursuivit, sur les Balkans, nos aigles victorieux et il les arrêta devant les murs de Constantinople ; en nous ôtant l'assurance et l'élan d'un peuple fidèle à sa mission, ce péché nous imposa, au lieu d'un triomphe acheté par tant d'efforts héroïques, l'humiliation du congrès de Berlin ; et il finit par nous chasser de la Serbie et de la Bulgarie, que nous voulions protéger tout en opprimant la Pologne.

Ce système oppressif, qui n'est pas appliqué à la Pologne seulement, tout mauvais qu'il est en lui-même, est rendu bien pire encore par la contradiction flagrante où il se trouve avec les idées généreuses d'émancipation et de protection désintéressée que la politique russe a toujours revendiquées pour elle. Cette politique est nécessairement imprégnée de fausseté et d'hypocrisie, qui lui enlèvent tout prestige, et rendent impossible tout succès durable. On ne peut pas impunément inscrire sur son étendard la liberté des peuples slaves et autres, tout en ôtant la liberté nationale aux Polonais, la liberté religieuse aux Uniates et aux dissidents russes, les droits civils aux Juifs.

Ce n'est pas dans cet état, la bouche muette, les yeux bandés et l'âme déchirée par des contradictions et des remords, que la Russie doit aller à son œuvre historique. Nous avons eu déjà deux graves leçons, deux avertissements sévères : à Sébastopol, premièrement ; et puis dans des circonstances plus significatives encore : à Berlin. Il ne faut pas attendre le troisième avertissement, qui serait peut-être le dernier. Se repentir de ses péchés historiques et satisfaire la justice ; abdiquer l'égoïsme national en renonçant à la politique de russification et en admettant, sans réserves, la liberté religieuse, — c'est le seul moyen, pour la Russie, de se préparer à la révélation et à la réalisation de sa vraie idée nationale qui — il ne faut pas l'oublier — n'est pas une idée abstraite ni une fatalité aveugle, mais avant tout une obligation morale. L'idée russe, nous le savons, ne peut être autre chose qu'un aspect déterminé de l'idée chrétienne, et la mission de notre peuple ne peut nous être claire qu'en tant que nous entrons dans le vrai sens du christianisme.

IX

Il y a trente ou quarante ans à peu près que des écrivains plus ou moins estimables nous prêchent en France aussi bien qu'en Russie¹⁷ un Christianisme et une Église idéale, le Royaume spirituel de la fraternité libre et de l'amour parfait. C'est là sans doute l'idéal, c'est-à-dire l'avenir de l'Église. La doctrine de ces auteurs est une prophétie. Mais pour ne pas être une *fausse* prophétie elle devrait nous indiquer la voie droite et les bons moyens pour réaliser cet idéal absolu. Un idéal, s'il n'est pas un songe creux, ne peut être autre chose que la perfection réalisable de ce qui est donné. Serait-ce en reniant le passé de l'Église universelle et en détruisant sa forme actuelle qu'on arriverait au règne idéal de la fraternité et de l'amour parfait ? Ce ne serait là qu'une application assez mal placée de la loi parricide qui gouverne notre vie mortelle. Dans cette vie déterminée par l'état de la nature corrompue, la nouvelle génération n'arrive à la jouissance de l'actualité qu'en supplantant ignoblement ses ancêtres, mais c'est pour cela aussi que cette existence criminelle ne dure qu'un instant ; et si Krhonos, après avoir mutilé et supplanté le vieux Ouranos, a été lui-même supprimé par Zeus qu'il ne réussit pas à avaler, ce

¹⁷ J'entends pour la France ce que M. Anatole Leroy-Beaulieu a si bien nommé « l'obscur et impuissante école de Bordat-Dumoulin et de Huet ». (V. *Les catholiques libéraux*, p. 182). En Russie, les idées de Bordat-Dumoulin ont été adoptées par Khomiakoff, qui employa son talent considérable à populariser ces idées en leur donnant un faux air d'orthodoxie gréco-russe.

nouveau dieu, lui aussi, ne monta le trône souillé que pour subir dans la suite une destinée semblable. Telle est la loi de la vie falsifiée et corrompue, d'une vie qui ne devrait pas être, puisque elle est plutôt mort que vie, et c'est pour cela que l'humanité, fatiguée de cette misère infinie, attendait avec angoisse comme son vrai sauveur *un Fils de Dieu qui ne fut pas le rival de son Père*. Et maintenant que ce vrai Fils qui ne remplace pas, mais qui manifeste et qui glorifie son Père, est venu et a donné une loi de vie immortelle à l'humanité régénérée, à l'Église universelle, on voudrait introduire, sous un masque nouveau, dans cette Église même, dans cet organisme de la vraie vie, la loi abolie de la mort !

En vérité, dans l'Église universelle le passé et l'avenir, la tradition et l'idéal, loin de s'exclure mutuellement, sont également essentiels et indispensables pour constituer le vrai présent de l'humanité, son bien-être actuel. La piété, la justice et la charité, étrangères à toute envie et à toute rivalité, doivent former un lien permanent et indissoluble entre les trois agents principaux de l'humanité sociale et historique, entre les représentants de son unité passée, de sa multiplicité présente et de sa totalité future.

Le principe du passé ou de *la paternité* est réalisé dans l'Église par le *sacerdoce*, les pères spirituels, les vieux ou anciens par excellence (prêtre, de presbyteros = senior), représentants sur la terre du Père céleste, l'Ancien des jours. Et pour l'Église générale ou catholique, il doit exister un sacerdoce général ou international centralisé et unifié dans la personne d'un Père commun de tous les peuples, le Pontife universel. Il est évident, en effet,

qu'un sacerdoce national ne peut pas représenter comme tel la paternité générale qui doit embrasser également toutes les nations. Quant à la réunion de différents clergés nationaux en un seul corps oecuménique, elle ne peut être effectuée qu'au moyen d'un centre international, réel et permanent, pouvant de droit et de fait résister à toutes les tendances particularistes.

L'unité réelle d'une famille ne peut subsister d'une manière régulière et durable sans un père commun ou quelqu'un qui le remplace. Pour faire des individus et des peuples une famille, une fraternité réelle, le principe paternel de la religion doit être réalisé ici-bas dans une monarchie ecclésiastique qui puisse effectivement réunir autour d'elle tous les éléments nationaux et individuels, et leur servir toujours d'image vivante et d'instrument libre de la paternité céleste.

Le sacerdoce universel ou international avec le Pontife suprême comme centre unique reproduit, en le spiritualisant, l'âge primitif de l'humanité, quand tous les peuples étaient réellement unis par l'origine commune et par l'identité des idées religieuses et des règles de la vie. C'est là le vrai *passé* du genre humain, le passé qui ne pèse pas sur le présent mais lui sert de base immuable, et qui n'exclut pas l'avenir, mais est essentiellement un avec lui : quant au *présent de* l'humanité, nous le voyons déterminé par la diversité des nations qui tendent à se constituer en *corps complets* ou États ayant chacun un centre particulier indépendant, un pouvoir séculier ou gouvernement temporel qui représente et dirige l'action combinée des forces nationales. Les intérêts de l'humanité entière n'existent pas pour l'État et pour le gouvernement

séculier dont les devoirs sont limités à la fraction du genre humain à laquelle il est préposé. L'Église universelle, tout en gardant au moyen de son ordre sacerdotal unifié dans le Souverain Pontife la religion de la paternité commune, le grand passé éternel de notre espèce, n'exclut pas cependant la diversité actuelle des nations et des États. Seulement l'Église ne pourra jamais sanctionner, et en cela elle est l'organe fidèle de la vérité et de la volonté de Dieu, les divisions et les luttes nationales comme condition définitive de la société humaine. La vraie Église condamnera toujours la doctrine qui affirme qu'il n'y a rien au dessus des intérêts nationaux, ce nouveau paganisme qui fait de la nation sa divinité suprême, ce faux patriotisme qui veut remplacer la religion. L'Église reconnaît les droits des nations en combattant l'égoïsme national, elle respecte le pouvoir de l'État en résistant à son absolutisme.

Les différences nationales doivent subsister jusqu'à la fin des siècles ; les peuples doivent demeurer comme membres réellement distincts de l'organisme universel. Mais cet organisme lui-même doit aussi exister réellement, la grande unité humaine ne doit pas exister seulement comme une puissance occulte ou un être de raison, mais doit s'incarner dans un corps social visible exerçant une action attractive manifeste et permanente pour tenir en échec la multitude des forces centrifuges qui déchirent l'humanité.

Pour atteindre l'idéal de l'unité parfaite il faut s'appuyer sur une unité *imparfaite, mais réelle*. Avant de se réunir dans la liberté, il faut se réunir dans l'obéissance. Pour s'élever à la *fraternité* universelle, les

nations, les états et les souverains doivent se soumettre d'abord à la *filiation* universelle en reconnaissant l'autorité morale du père commun. L'oubli des sentiments que les peuples doivent au passé religieux de l'humanité serait de très mauvais augure pour son avenir. Quand on sème l'impiété, ce n'est pas la fraternité qu'on recueille.

Le vrai avenir de l'humanité, auquel nous devons travailler, c'est la *fraternité universelle procédant de la paternité universelle par une filiation morale et sociale permanente*. Cet avenir qui, pour réaliser un idéal complet, doit accorder les intérêts de la vie actuelle avec les droits du passé, a été de tous temps représenté dans l'église de Dieu par les *vrais prophètes*. La société de Dieu avec les hommes ou l'Église universelle (dans le sens large du mot), ayant dans le sacerdoce l'organe de son unité religieuse fondamentale et dans le pouvoir temporel l'organe de sa pluralité nationale actuelle, doit manifester aussi sa *totalité* absolue, son unité libre et parfaite par l'organe des prophètes spontanément suscités par l'esprit de Dieu pour éclairer les peuples et leurs chefs en maintenant devant eux l'idéal *complet* de la société humaine.

X

Ainsi les trois termes de l'existence sociale se trouvent représentés *simultanément* dans la vraie vie de l'Église universelle dirigée à la fois par ces trois agents principaux : l'autorité spirituelle du Pontife universel (chef infaillible du sacerdoce), représentant le vrai passé permanent de l'humanité ; le pouvoir séculier du souverain national (chef légitime de l'État), concentrant en lui et personnifiant les intérêts, les droits et les devoirs du présent ; enfin le ministère libre du prophète (chef inspiré de la société humaine dans sa totalité), inaugurant la réalisation de l'avenir idéal de l'humanité. La concorde et l'action harmonique de ces trois facteurs principaux sont la première condition du véritable progrès. Le Pontife suprême est le représentant de la vraie paternité éternelle et non pas de la fausse paternité, de ce Krhonos (le Temps) des païens qui dévorait ses enfants. Lui, au contraire, ne trouve sa vie que dans leur vie. En gardant fidèlement et en affirmant l'unité immuable de la tradition, le Pontife universel n'a pas besoin d'exclure ni les intérêts légitimes de l'actualité, ni les nobles aspirations à l'idéal parfait ; pour bien garder le passé, il n'a pas besoin de lier le présent et de fermer la porte à l'avenir. De son côté, le chef de l'État national, s'il est digne de son pouvoir, doit penser et agir en vrai fils de l'Église universelle (représentée par le Souverain Pontife), et alors il est l'image et l'organe véritable du Fils et du Roi éternel, de Celui qui

fait la volonté du Père et non la sienne, et qui ne veut être glorifié qu'en glorifiant le Père. Enfin l'initiateur libre du mouvement social progressif, le prophète, s'il ne trahit pas sa grande vocation, s'il met son inspiration individuelle en accord avec la tradition universelle, et sa liberté — la vraie liberté des enfants de Dieu — avec la piété filiale à l'égard de l'autorité sacrée et avec le juste respect des pouvoirs et des droits légitimes, devient l'organe véritable de l'Esprit-Saint qui a parlé par les prophètes et qui anime le corps universel du Christ en le faisant aspirer à la perfection absolue. Plus complète est l'union de ces trois représentants simultanés du passé, du présent et de l'avenir humain, plus décisive est la victoire de l'Église universelle sur la loi fatale du temps et de la mort, plus intime est le lien qui rattache notre existence terrestre à la vie éternelle de la Trinité divine.

Comme dans la Trinité, chacune des trois hypostases est Dieu parfait et cependant, *en vertu de leur consubstantialité*, il n'y a qu'un seul Dieu, aucune des trois personnes n'ayant d'existence séparée et ne se trouvant jamais en dehors de l'unité substantielle et indivisible avec les deux autres, de même chacune des trois dignités principales de la société théocratique possède une véritable souveraineté sans qu'il y ait pour cela trois pouvoirs absolus différents dans l'Église universelle ou dans quelque-une de ses parties, car les trois représentants de la souveraineté divino-humaine doivent être *absolument solidaires* entre eux, ne formant que trois organes principaux d'un seul et même corps social, exerçant trois fonctions fondamentales d'une seule et même vie collective.

Dans la Trinité divine, la troisième personne suppose les deux premières dans leur unité. Ainsi doit-il être dans la Trinité sociale de l'humanité. L'organisation libre et parfaite de la société, ce qui est la mission des vrais prophètes, suppose l'union et la solidarité du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, de l'Église et de l'État, de la chrétienté et de la nationalité. Or cette union et cette solidarité n'existent plus. Elles ont été détruites par la révolte du Fils contre le Père, par le faux absolutisme de l'État national qui a voulu être tout en restant seul, en absorbant l'autorité de l'Église, et en étouffant la liberté sociale. La fausse royauté a engendré les faux prophètes, et l'absolutisme anti-social de l'État a produit nécessairement l'individualisme anti-social de la civilisation progressive. La grande unité sociale, rompue par les nations et les États, ne peut pas se maintenir longtemps pour les individus. La société humaine, n'existant plus pour chaque homme comme une totalité organique dont il se sent une partie solidaire, les liens sociaux deviennent pour l'individu des limites extérieures et arbitraires contre lesquelles il se révolte, et qu'il finit par supprimer. Alors il a la liberté, la liberté que la mort donne aux éléments organiques d'un corps en décomposition. Cette image lugubre, dont les slavophiles ont tellement abusé contre l'Occident, et qui a nourri leur orgueil national, devrait nous inspirer des sentiments tout à fait opposés. Ce n'est pas en Occident, c'est à Byzance que le péché originel du particularisme nationaliste et de l'absolutisme césaropapiste a, pour la première fois, introduit la mort dans le corps social du Christ. Et le successeur responsable de Byzance, c'est l'empire russe. Et aujourd'hui la Russie est

le seul pays de la chrétienté où l'État national affirme sans réserve son absolutisme exclusif en faisant de l'Église un attribut de la nationalité et un instrument passif du gouvernement séculier, et où cette suppression de l'autorité divine n'est pas même compensée (en tant qu'elle peut l'être) par la liberté de l'esprit humain.

Le second terme de la Trinité sociale — l'État ou le pouvoir séculier, — par sa position intermédiaire entre les deux autres, est le moyen principal pour soutenir ou bien pour détruire l'intégrité du corps universel. En reconnaissant le principe de l'unité et de la solidarité représenté par l'Église, et en réduisant, au nom de cette solidarité, à une juste mesure toutes les inégalités produites par l'action libre des forces particulières, l'État est l'instrument puissant de la vraie organisation sociale. En se renfermant au contraire dans un absolutisme isolé et égoïste, l'État perd la vraie base immuable et la sanction infaillible de son action sociale, et laisse la société universelle sans défense contre « le mystère de l'iniquité ».

Grâce à ses conditions historiques, la Russie nous présente le développement le plus complet, l'expression la plus pure et la plus puissante de l'État national absolu rejetant l'unité de l'Église et supprimant la liberté religieuse. Si nous étions un peuple païen, il nous serait bien possible de nous cristalliser définitivement dans un tel état. Mais le peuple russe est chrétien au fond de son âme, et le développement excessif qu'a pris chez lui le principe anti-chrétien de l'État absolu n'est que le revers d'un principe vrai — celui de l'État chrétien, de la royauté du Christ. C'est le *second* principe de la Trinité sociale, et pour le manifester avec vérité et justice la Russie

doit, avant tout, le mettre à la place qui lui appartient, le reconnaître et l'affirmer non pas comme le seul et unique principe de notre existence nationale *isolée*, mais comme le second des trois agents principaux de la vie sociale universelle dont nous devons être solidaires. La Russie chrétienne, en imitant le Christ lui-même, doit soumettre le pouvoir de l'État (la royauté du Fils) à l'autorité de l'Église universelle (le sacerdoce du Père), et donner une part à la liberté sociale (action de l'Esprit). L'empire russe, isolé dans son absolutisme, n'est qu'une menace pour la chrétienté, une menace de luttes et de guerres sans fin. L'empire russe, voulant servir et protéger l'Église universelle et l'organisation sociale, apportera dans la famille des peuples la paix et la bénédiction.

« Il n'est pas bien pour un homme de rester seul. » Il n'en est pas autrement pour une nation. Il y a neuf cents ans nous avons été baptisés par saint Vladimir au nom de la Trinité féconde et non pas au nom de l'unité stérile. L'idée russe ne peut pas consister à renier notre baptême. L'idée russe, le devoir historique de la Russie nous demande de nous reconnaître solidaires de la famille universelle du Christ et d'appliquer toutes nos facultés nationales, toute la puissance de notre empire à la réalisation complète de la Trinité sociale où *chacune* des trois unités organiques principales, l'Église, l'État et la Société, est absolument libre et souveraine, non pas en se séparant des autres, les absorbant ou les détruisant, mais en affirmant sa solidarité absolue avec elles. Restaurer sur la terre cette image fidèle de la Trinité divine, voici l'idée russe, Et si cette idée n'a rien d'exclusif et de particulariste, si elle n'est qu'un nouvel aspect de l'idée chrétienne

elle-même, si pour accomplir cette mission nationale il ne nous faut pas agir *contre* les autres nations, mais *avec* elles et *pour* elles, — c'est là la grande preuve que cette idée est vraie. Car la Vérité n'est que la forme du Bien, et le Bien ne connaît pas d'envie.

Paris, 23 mai 1888

Texte établi par la Bibliothèque russe et slave ; déposé sur Wikisource en novembre 2007 et sur le site de la Bibliothèque le 11 janvier 2011.

* * *

Les livres que donne la Bibliothèque sont libres de droits d'auteur. Ils peuvent être repris et réutilisés, à des fins personnelles et non commerciales, en conservant la mention de la « Bibliothèque russe et slave » comme origine.

Les textes ont été relus et corrigés avec la plus grande attention, en tenant compte de l'orthographe de l'époque. Il est toutefois possible que des erreurs ou coquilles nous aient échappé. N'hésitez pas à nous les signaler.